



Paris le 6 février 2019

Plus d'un.e agent.e de Paris sur 4 en grève le 5 février : une première et belle étape pour amplifier la mobilisation !

Sur 3802 agentes et agents devant être présents le 5 février, 1021 étaient en grève soit **26,85 %**. En regardant de près les chiffres, on s'aperçoit que les collègues des SIP, SIE, Trésoreries, PCE, PCR et SPF se sont fortement mobilisés.

Quelques chiffres par exemple :

- dans les SIP : 31,82 % de cadres A ; 39,52 % de cadres B et 34,98 % de cadres C étaient en grève.
- dans les SIE : 30,11 % des cadres A ; 42,06 % des cadres B et 30,82 % des cadres C étaient en grève.
- dans les SPF : 25 % des cadres A ; 41,03 % des cadres B et 28,57 % des cadres C étaient en grève.

Ce résultat est significatif. Il est le reflet de la colère des agent.es qui monte et qui s'est exprimée notamment le 24 janvier. **Cette journée de grève est une première et belle étape pour amplifier la mobilisation et pour obtenir satisfaction.**

Hier, même en l'absence d'un appel à la grève au niveau national (raison pour laquelle nous ne pouvons vous communiquer des chiffres de grèves nationaux) de nombreux départements étaient également en grève comme le 71, le 31 (en grève depuis le 28 janvier) ; le 89 ; le 44 ; le 69 ; le 72 ; la DISI- SO, le 69, le 38...et de nombreux sites étaient fermés au public. D'ores et déjà certains départements appellent à la grève le 7 février prochain comme le 18 : le 56 ou le 62. **Comme vous le voyez, il se passe quelque chose à la DGFIP.**

Et les raisons sont nombreuses pour que la mobilisation s'amplifie :

— **Les conditions de travail déplorables de l'ensemble des collègues dues aux suppressions d'emplois**

— **La mise en place du PAS**

— **le mépris de notre direction générale et de notre ministre qui ose parler de « petite surcharge de travail »**

— **l'accentuation du démantèlement de la DGFIP issu de CAP 22.** Cela passe entre autre par la constitution d'une agence du recouvrement qui ferait sortir de la DGFIP environ 35 000 collègues ou la création d'agences comptables pour le SPL, avec des agents en « *détachements d'office* ».

— **La géographie revisitée** qui est bel et bien dans les tuyaux. La note DG diffusée à la réunion des directeurs du 10 décembre 2018 « *Bâtir un nouveau réseau* » est sans ambiguïté : « *les réorganisations envisagées ont pour objectif d'une part d'intégrer l'évolution des usages et des process de travail (dématérialisation des échanges, diversification des canaux de contact, ...) qui permettent de dépasser la notion de proximité pour faire prévaloir celle d'accessibilité* » (...) « *Cette nouvelle géographie des implantations conduit notamment à sortir des emplois publics du chef lieu pour les localiser dans des villes moyennes - voire petites - et à y localiser les back-offices envisagés.* ». Lors de l'audience du 24 janvier, le directeur régional a bien confirmé que des locaux étaient disponibles à Montargis pour des services parisiens mais pas nécessairement de la DRFIP. Sur les rumeurs d'installations de services parisiens, qui à Massy, qui à Nemours, il a démenti tout en refusant de confirmer ce démenti par écrit. Alors que depuis le mois d'octobre, une autre rumeur circulait sur la délocalisation des SPF, le directeur a bel et bien confirmé devant 600 agent.es que ces services seraient susceptibles de quitter Paris.

Ce n'est pas exagérer et ni affoler les personnels que de dire que le ministre Darmanin veut démanteler la DGFIP.

La grève du 5 février, n'est qu'une première étape. Une grève nationale DGFIP est en discussion et la date sera arrêtée dans les jours qui viennent.

Les sections syndicales Solidaires, CGT et FO de Paris considèrent qu'il faut développer la mobilisation et inscrire la grève dans la durée pour le retrait du plan Darmanin.